

Crédits de la mission Outre-mer et défiscalisation du logement social en Outre-mer

1 - L'Assemblée nationale a adopté le 7 novembre 2012 les crédits de la mission Outre-mer qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (+4,5 %) et 2 milliards d'euros en crédits de paiement (+5 %). Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, l'investissement public, la jeunesse et l'insertion professionnelle, l'emploi.

2 - La commission des finances du Sénat a adopté le rapport de contrôle budgétaire sur la défiscalisation du logement social en Outre-mer de MM. Georges Patient et Eric Doligé. Ce rapport dresse un premier bilan de ce dispositif spécifique mis en place par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer. Il évalue son efficacité, son apport au financement du logement social, ses résultats en termes de logements construits et son coût pour les finances publiques. Les rapporteurs constatent une augmentation significative des logements mis en chantier, qui tend à montrer que la réforme a atteint ses objectifs et émettent cinq propositions et recommandations :

- améliorer le fonctionnement de la procédure d'agrément,
- clarifier les règles de cumul de la ligne budgétaire unique et de l'aide fiscale,
- adapter l'offre de logement à la demande réelle,
- améliorer la connaissance de la demande de logement outre-mer,
- mobiliser la ressource foncière.

Le document est disponible sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-048/r12-0481.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - BCE

Lors de sa réunion du 8 novembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des augmentations de la fiscalité indirecte opérées dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % jusqu'à fin 2012. Ils devraient revenir par la suite en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine. (...). L'activité économique devrait demeurer faible dans la zone euro, mais elle continue d'être soutenue par l'orientation de notre politique monétaire et la confiance des marchés financiers s'est nettement améliorée à la suite de nos décisions concernant les opérations monétaires sur titres (OMT). Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans de larges parties des secteurs financier et non financier ainsi qu'une incertitude élevée continuent de peser sur les perspectives économiques ». Le président de la BCE a annoncé l'introduction d'une deuxième série de billets en euros, la série « Europe » avec une mise en circulation, en mai 2013, de la coupure de 5 euros.

M. Draghi a également précisé que le Conseil des gouverneurs a pris note des conclusions du Conseil européen sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire qui ont été adoptées le 18 octobre 2012 et a salué les mesures en faveur d'un cadre financier intégré.

2 – Supervision bancaire intégrée

Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, il a été convenu que le cadre législatif relatif au mécanisme de surveillance unique (MSU) devrait être adopté d'ici le 1^{er} janvier 2013 et que le mécanisme sera opérationnel dans le courant de l'année 2013. Il a également été convenu que le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée devrait s'appuyer sur le cadre institutionnel et juridique de l'Union européenne et être caractérisé par l'ouverture et la transparence à l'égard des Etats membres qui n'adhèrent pas à l'euro, ainsi que par le respect de l'intégrité du marché unique. Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du Pacte pour la croissance et pour l'emploi.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 17 au 19 octobre 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a pris d'importantes mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant divers documents, notamment des actualisations des meilleures pratiques.

Ces différents documents ainsi que le rapport annuel 2011-2012 sont disponibles en téléchargement sur : www.fatf-gafi.org

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

1 - Le décret n° 2012-1128 du 4 octobre 2012 relatif aux vérifications préalables à l'ouverture d'un livret A a été publié au JORF du 6 octobre 2012.

2 - Le décret n° 2012-1159 du 17 octobre 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupements de crédits a été publié au JORF du 19 octobre 2012.

Projets, propositions de loi, proposition de résolution

1 - Le projet de loi relatif à la création de la banque publique d'investissement a été présenté en Conseil des ministres du 17 octobre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale pour être examiné selon la procédure accélérée.

Le texte du projet de loi est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl0298.pdf>

2 – La proposition de loi présentée de M. Guénaél Huet visant à réglementer les relations entre les professionnels et les établissements de crédit et à favoriser l'accès au crédit des entreprises notamment les TPE et les PME est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion0324.asp>.

3 – La Délégation sénatoriale à l'Outre-mer a examiné la proposition de résolution européenne de MM. Roland du Luart, Georges Patient et Serge Larcher relative à la stratégie européenne pour les régions ultrapériphériques (RUP) à l'horizon 2020. La délégation appelle à une stratégie européenne adaptée aux contraintes propres des RUP. Le texte sera examiné le 19 novembre 2012. Il est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppr12-093.html>

Le marché du travail reste fragile

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les îles du Nord s'élève à 58 950 à fin septembre 2012, soit une baisse de 0,8 % par rapport au mois précédent. Néanmoins, comparé à septembre 2011, la Guadeloupe compte 2 356 demandeurs d'emploi supplémentaires (+4,1 %), 5 704 de plus par rapport à septembre 2010, et 8 836 de plus par rapport à 2009.

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi s'établit à 690, un chiffre en fort recul par rapport à août 2012 (-26 %). Au total, au cours des mois de juillet, août et septembre, les offres d'emploi collectées diminuent de 29,8 %, par rapport aux trois mois précédents. Cette baisse concerne aussi bien les offres d'emploi durable (6 mois ou plus) que les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois), respectivement - 13,2 % et - 36,8 %.

Au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage en Guadeloupe calculé au sens du Bureau International du Travail (BIT) s'élève à 22,9 %, soit un niveau équivalent à celui constaté au deuxième trimestre 2007 (23 %). Les jeunes actifs de moins de 30 ans et les femmes sont les plus touchés. Par ailleurs, depuis 2007, la durée moyenne d'ancienneté dans le chômage est passée de 48 à 52 mois. La publication est disponible sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Nouveau repli du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau sensiblement au troisième trimestre 2012. En baisse de près de 7 points par rapport au trimestre précédent, il s'établit en deçà de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2010.

Cette évolution s'explique par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, notamment sur leur courant d'affaires et leur trésorerie. L'activité est jugée en baisse et devrait rester en retrait au prochain trimestre.

Face à cette nouvelle détérioration de la conjoncture, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise restent défavorablement orientées, ce qui reflète leurs inquiétudes et leur manque de visibilité à moyen terme.

La note Premières tendances est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

Incidents de paiement sur effets : diminution mais valeur unitaire en hausse

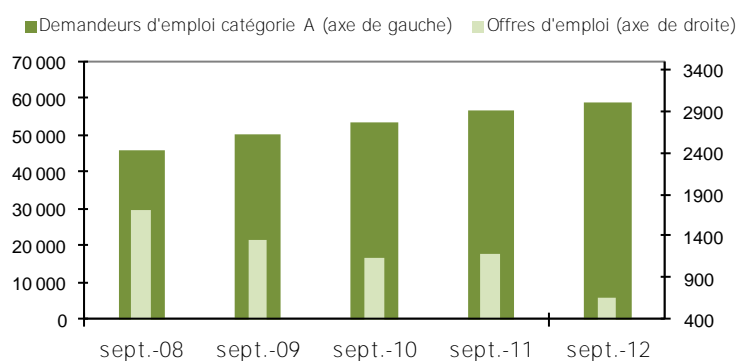
Au mois de septembre 2012, 107 impayés sur effets de commerce ont été recensés en Guadeloupe par la Centrale des Incidents de Paiements sur Effet (CIPE) de la Banque de France, soit une baisse de 15,1 % en variation mensuelle. Pour ce même mois, la diminution en valeur de l'ensemble des incidents est encore plus significative, soit -54,4 %, pour un montant de 2 064 milliers d'euros.

Par rapport au même mois de l'année précédente, les incidents de paiement sont en baisse en nombre (-20,1 %), en revanche, ils ont plus que doublé en valeur (+125,6 %). Sur le plan sectoriel, les entreprises de l'industrie manufacturière, de l'hébergement et de la restauration ainsi que les entreprises de services ont le plus contribué à cette augmentation.

Parution des «Panoramas de la Guadeloupe et des Collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy» et « Premières Tendances »

L'Iedom Guadeloupe vient de publier les panoramas de la Guadeloupe et des collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy et les Premières tendances du 3^{ème} trimestre 2012. Vous pouvez vous procurer ces publications en les téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>

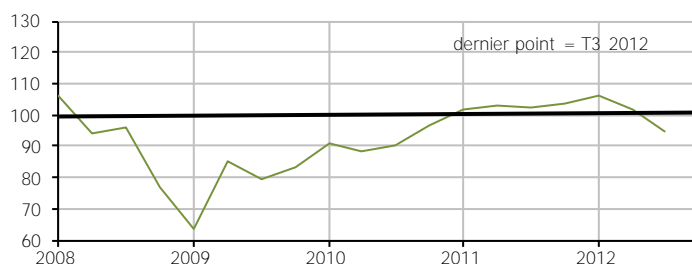
Marché du travail



Source : DIECCTE

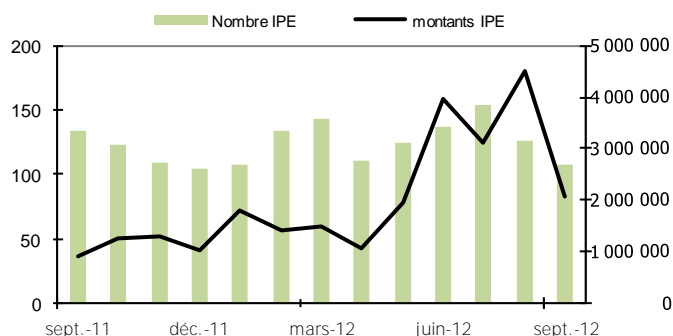
Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100=moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Evolution des incidents de paiements sur effets (IPE)



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Le Grand projet de Port entre dans sa phase opérationnelle

Le conseil d'administration du Port autonome de la Guadeloupe a entériné le 28 septembre 2012 le lancement de la phase opérationnelle du projet de port en eau profonde. Ce « grand projet de port » est destiné à répondre à la croissance des flux maritimes résultant de l'ouverture **en 2015 du troisième jeu d'écluse** dans le canal de Panama. La réalisation des travaux est envisagée sur deux phases, de montants respectifs de 70 et 60 millions d'euros. La première devrait démarrer en 2014/2015, la seconde en 2018/2019. La Région participera au financement de la première phase à hauteur de 7 millions **d'euros**.

Projet de développement régional éolien

Le 8 octobre, les élus régionaux ont approuvé **à l'unanimité** le projet de schéma régional de développement de l'énergie éolienne. Ce schéma régional éolien **est le fruit d'un long** travail de concertation entre les partenaires institutionnels, les services de l'État, les collectivités, les gestionnaires de réseaux, les porteurs de projet et le grand public. **Il devrait permettre d'atteindre les objectifs** du plan régional de l'énergie « Prerure », adopté par l'assemblée régionale en mai 2008 et visant une autonomie énergétique avec 50 % d'énergies renouvelables dans la production d'électricité à l'horizon 2020.

Reprise de l'épandage aérien

La préfecture de la Guadeloupe a annoncé mardi 16 octobre qu'un nouvel arrêté pour permettre la reprise du traitement par fongicides des bananeraies atteintes par la cercoporieuse avait été signé. Le premier arrêté préfectoral, qui avait autorisé à la mi-juillet l'utilisation du Banole, avait été suspendu au début d'octobre 2012 par le juge administratif. **L'utilisation du Banole** demeure toutefois interdite tant qu'il n'aura pas subi d'évaluation de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), obligatoire en cas d'utilisation par épandage aérien. **Dans le cadre d'un accord de partenariat signé avec l'Embrapa, l'unité de recherche brésilienne**, les professionnels se sont engagés à trouver des solutions de lutte alternatives contre la cercoporieuse.

Air Antilles Express développe son réseau

Air Antilles Express, détenue par la société CAIRE (Compagnie Aérienne Inter Régionale Express), opère aux Antilles Françaises un réseau de six destinations régulières vers la Caraïbe au départ de ses hubs de Pointe-à-Pitre et Fort-de-France. Dès le 28 octobre, la compagnie proposera des vols entre Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Cayenne grâce à un partenariat commercial avec Air France. Cet accord dit de « free flow » permettra à Air Antilles Express de faire **l'acquisition d'un certain nombre de sièges sur les avions d'Air France qu'elle vendra en son nom propre**. Le lancement de trois vols vers La Dominique au départ de la Guadeloupe est également prévu en fin d'année, dans le cadre d'un partenariat avec Air France.

Journée sur l'entrepreneuriat féminin

À l'occasion de la Semaine Européenne des PME, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région des Iles de Guadeloupe a organisé une journée sur le thème « l'esprit d'entrepreneuriat au féminin » le 18 octobre au World Trade Center de Jarry. L'objectif était **d'accompagner les entrepreneuses et porteuses de projet dans leur démarche de création, de développement, de transmission ou de reprise d'entreprise** ainsi que de les conseiller dans leur recherche de financement.

Foire internationale de La Havane

La Région Guadeloupe organise une mission de prospection économique à la Foire internationale de La Havane, à Cuba, du 4 au 8 novembre. Ce salon international commercial accueille des entreprises cubaines, mais aussi espagnoles, canadiennes, caribéenne ou **d'Amérique Latine**. Cette action, cofinancée par Ubifrance, représente une opportunité pour les entreprises guadeloupéennes de tisser des partenariats potentiels.

La Guadeloupe au forum caribéen des énergies renouvelables

La 4^{ème} édition du CREF, forum caribéen sur les énergies renouvelables, **s'est tenue** à Porto Rico du 15 au 17 octobre. La Région Guadeloupe était présente aux cotés d'une vingtaine de délégations de la Caraïbe, du Canada et des Etats-Unis, de l'Institut de Coopération Franco-Caraïbes, d'une dizaine d'entreprises et de l'organisme de recherche Synergile. La Région Guadeloupe a notamment présenté son projet de géothermie reliant la Martinique, la Dominique et la Guadeloupe.

ACTUALITE REGIONALE

Comptes économiques rapides guyanais

La collaboration CEROM entre l'AFD, l'IEDOM et l'INSEE a établi les comptes économiques rapides guyanais. Pour l'année 2011 la croissance de l'économie guyanaise atteint 4 % en volume, soit 1,5 point de plus qu'en 2010. Avec une population en forte croissance, le PIB par habitant progresse plus modérément que le PIB en volume, et s'établit à 15 400 € (+ 1,4 %). En 2011, l'investissement progresse d'environ 21 % à prix constants. Il contribue à la croissance du PIB à hauteur de 5,1 points s'affirmant ainsi comme moteur de la croissance.

La CEM obtient la gestion du répertoire des métiers

Le 18 octobre à Saint-Barthélemy, le préfet de région, Amaury de Saint-Quentin, accompagné du préfet délégué Philippe Chopin, a signé la convention reconnaissant à la Chambre économique multiprofessionnelle (CEM) les compétences d'une Chambre de commerce et d'industrie et d'une Chambre des métiers et de l'artisanat. La CEM est donc autorisée à tenir le répertoire des métiers et le registre d'apprentissage, ce qui était du ressort de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Guadeloupe.

Réduction des vols entre l'Amérique latine et Saint-Martin

Copa Airlines, la compagnie panaméenne reliant l'Amérique latine et Saint-Martin via le Panama, envisage de réduire la fréquence de ses vols comme annoncé lors de la conférence aéronautique qui s'est tenue à Abou Dabi du 30 septembre au 1^{er} octobre. Copa assure actuellement quatre liaisons hebdomadaires mais estime que le taux de remplissage des avions est insuffisant. Cette liaison assurée était un moyen de drainer dans les îles du Nord la clientèle sud américaine – en particulier brésilienne - considérée comme un relais de croissance pour l'industrie du tourisme.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe France entière	Septembre 2012	128,0 126,3	-0,3 %	1,5 % 1,9 %	
Chômage <i>(Source : DIECCTE)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Septembre 2012	58 950	-0,8 %	4,1 %	
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)		Août 2012	11,8	-	-	
			Cumul à fin août	133,2	-	-22,0 %	
	Importations - (en M€)		Août 2012	192,3	-	-	
			Cumul à fin août	1 753,3	-	-3,2 %	
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées		Septembre 2012	398	-	-17,4 %	
			Cumul à fin Septembre	3 759	-	-11,3 %	
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaire		Octobre 2012	20 837	-1,2 %	-3,3 %	
	Retraits de cartes bancaires		Cumul à fin octobre	4 268	-	-2,7 %	
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		Cumul à fin septembre	220	-	-22,5 %	
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet		- Montant en milliers €	Septembre 2012	2 064	-	125,6 %
				Cumul à fin septembre	21 380	-	66,4 %
			- Nombre	Septembre 2012	107	-	-20,1 %
				Cumul à fin septembre	1 142	-	-1,0 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)		Septembre 2012	108 200	-	-1,3 %	
			Cumul à fin Septembre	1 521 938	-	1,2 %	
Trafic maritime <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)		Septembre 2012	261 993	-	41,9 %	
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)		Septembre 2012	46 896	-	17,4 %	
Immatriculations <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Septembre 2012	1 223	1,0 %	-16,9 %	
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Octobre 2012	22 985	28,0 %	6,4 %	
			Cumul à fin Octobre	204 840	-	5,6 %	

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Octobre 2012)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1864%	0,1104%	0,1003%	0,0909%	0,1110%	0,2080%	0,4110%	0,6500%

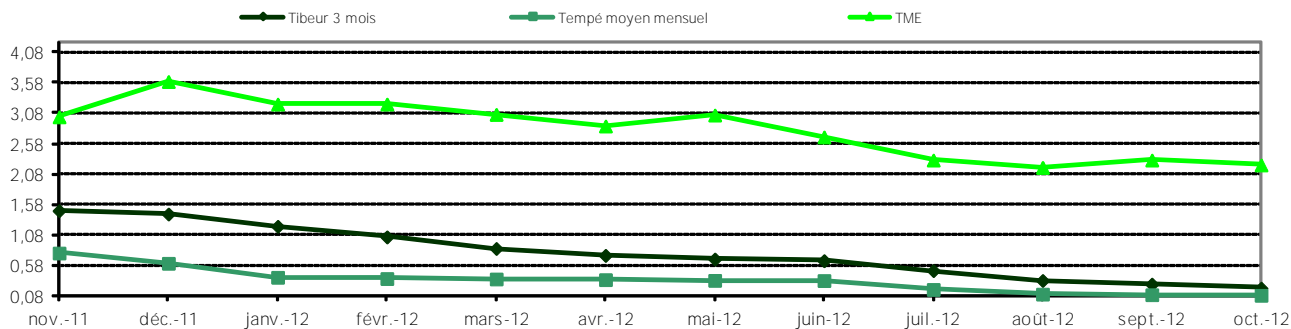
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
2,31%	2,19%	2,31%	2,23%	2,51%	2,39%	2,51%	2,43%

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	13,11%
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,20%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts-relais	5,89%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58%	Découverts en compte (1)	13,86%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84%	Découverts en compte (1)	13,86%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

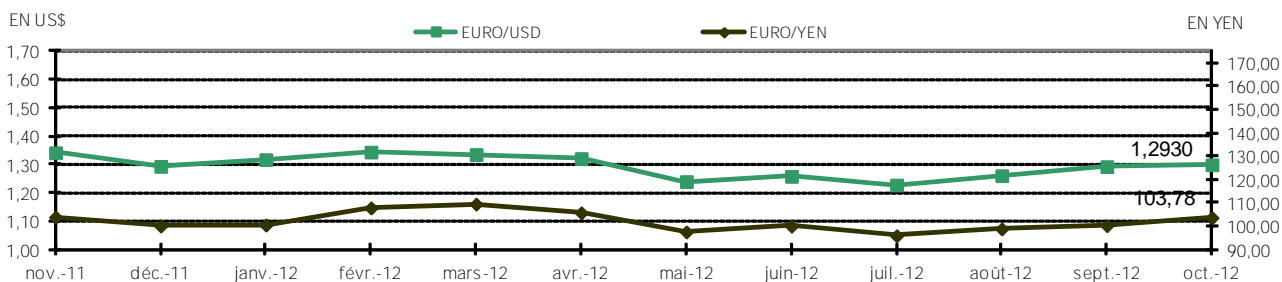
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2993	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,2692	EURO/SRD (Surinam)	4,27650
EURO/JPY (Japon)	103,7800	EURO/BWP (Botswana)	10,19600	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,31970
EURO/CAD (Canada)	1,3005	EURO/SCR (Seychelles)	17,1593	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,3505
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,80650	EURO/MUR (Maurice)	39,9788	EURO/BBD (La Barbade)	2,59180
EURO/SGD (Singapour)	1,5853	EURO/BRL (Brésil)	2,6389	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0697	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,56550	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2,909,3192	EURO/XCD (Dominique)	3,4990	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence - Zac de dothémare - 97139 - Les Abymes

Achevé d'imprimer le 15 novembre 2012 - Dépôt légal : novembre 2012 - ISSN 1240-3806